

Situation du secteur de la Fintech à Taïwan

Résumé

Taïwan présente de nombreux avantages comparatifs et opportunités potentiellement favorables au développement de la Fintech. L'île a cependant pris du retard par rapport aux autres hubs asiatiques en raison d'une faible demande de la part des consommateurs et d'une réglementation à la traîne. L'écosystème taïwanais est aussi encore trop peu propice au développement des start-ups du secteur, laissant la responsabilité de développer la Fintech aux grandes institutions financières, souvent conservatrices. Toutefois, une plus grande ouverture des autorités et des consommateurs, des besoins croissants de la part des institutions financières et le faible nombre de start-ups locales permettent d'envisager l'apparition d'opportunités à court ou moyen terme pour les entreprises françaises.

Malgré des caractéristiques propices au développement de la Fintech¹, le secteur taïwanais est en retard comparé à la situation globale et aux pôles asiatiques

a. Taïwan présente de nombreuses conditions favorables à l'émergence de la Fintech

Taïwan est techniquement prêt à accueillir de tels services à forte intensité technologique. **Le taux de pénétration des smartphones s'élève à 82%**, et 60% de ces smartphones sont équipés de la technologie NFC permettant l'usage de paiements mobiles. Les infrastructures internet et la couverture réseau sont de qualité et les Taïwanais passent le plus de temps sur internet avec leur téléphone de toute l'Asie.

Avec un PIB par habitant en PPA de 48 000 USD en 2016² et une forte épargne contrebalançant les faibles revenus de la jeune génération, **la population taïwanaise a atteint un niveau de richesse suffisant pour permettre à des services financiers destinés aux particuliers de se développer.**

Enfin, Taïwan dispose d'**un environnement favorable à l'entrepreneuriat et d'une main-d'œuvre qualifiée**, favorisant la création de start-ups³, traditionnellement les principaux acteurs de la Fintech. Sa main-d'œuvre, qualifiée dans la finance, se démarque surtout de celles des hubs financiers de la région par **son expertise dans les domaines de l'ingénierie et de l'informatique**. La coopération entre les secteurs financiers et technologiques est renforcée grâce à la concentration de ces activités à Taipei.

b. L'île pourrait fortement profiter des solutions proposées par la Fintech, mais a pris du retard dans le développement de ce secteur

Le secteur bancaire taïwanais est marqué par une absence de consolidation, une forte compétitivité et une faible rentabilité due à la taille du marché taïwanais⁴. 38 banques domestiques se partagent un marché de 23 millions d'habitants seulement. **Les solutions Fintech représentent ainsi une opportunité importante pour les banques taïwanaises de gagner en compétitivité** en réduisant le coût de leurs opérations et en proposant des services plus diversifiés et personnalisés. Selon certaines estimations, l'utilisation du blockchain pour la gestion de leurs transactions pourrait par exemple leur permettre d'économiser entre 15 à 20 Md USD par an.

Parallèlement, **les consommateurs taïwanais pourraient profiter des gains d'efficacité** que la Fintech apporterait à un système proposant encore peu de services par internet, et à une économie où l'utilisation du cash prédomine, au détriment des paiements en ligne (34% des transactions en 2016), y compris pour les achats réalisés en ligne (80% des commandes en ligne sont réglées en liquide).

¹ La Fintech est un secteur à la définition encore vague, englobant des activités très différentes. Voir annexes 1, 2 et 3.

² Le FMI place ainsi Taïwan à la 18^e place, au même niveau que l'Allemagne, et devant la France (25^e), avec 42 000 USD.

³ Selon le *Doing Business 2016*, Taïwan est 19^e pour la création d'entreprise, derrière HK ou la Corée, mais devant le Japon.

⁴ Le secteur bancaire ne représente ainsi que 6,6% du PIB Taïwanais en 2016.

Enfin, **le renforcement de l'inclusion financière et le renforcement de la sécurité des services financiers figurent tous deux dans la liste des objectifs de la Financial Supervisory Commission (FSC)**, l'autorité taïwanaise en charge de réguler les activités financières.

Cependant, le développement de la Fintech a pris du retard à Taïwan. Si 25 Md USD ont été globalement investis dans la Fintech en 2016, dont 7,1 Md USD en Asie, Taïwan n'en a que peu bénéficié⁵ : ainsi, **l'île est absente de la liste des 21 hubs mondiaux de la Fintech** établie par Deloitte en septembre 2016, contrairement à Singapour (1^{er}), Hong Kong (4^e), Séoul (5^e) ou Shanghai (10^e). Ce retard se traduit dans **l'état du marché taïwanais, encore en phase d'expansion**, marqué par une forte croissance de l'offre, parfois redondante, faible en valeur ajoutée et se concentrant sur le secteur des paiements en ligne (voir annexe 4), alors que les principaux marchés mondiaux entament une phase de consolidation.

Une faible demande et l'inertie de la régulation limitent l'accès des PME au marché taïwanais de la Fintech, qui reste dominé par les grands groupes

Cinq éléments apparaissent comme nécessaires à l'émergence d'un secteur de la Fintech : une conscience de l'existence des services, une virtualisation des méthodes de paiement, une réglementation flexible et favorable à l'innovation, un dynamisme des start-ups et l'implication des institutions financières traditionnelles. Or, Taïwan fait face à d'importants obstacles concernant chacun de ces points.

a. Une faible demande et une réglementation défavorable limitent l'essor de la Fintech

Ce retard est d'abord dû à une situation de faible demande pour les services Fintech de la part aussi bien des particuliers que des entreprises. Ainsi, malgré la forte réceptivité potentielle du marché taïwanais, **le taux d'adoption des services Fintech n'était que de 25%** des possesseurs de smartphones en 2016⁶.

Cela résulte d'abord d'**une conscience limitée de leur existence** et de la **préférence pour les paiements en liquide déjà évoquée** qui entrave le développement des services requérant l'utilisation des paiements en ligne. Cette préférence découle d'**une forte sensibilité aux prix et d'une grande aversion au risque**. Les Taïwanais favorisent les gains financiers (absence de frais de transaction du liquide) par rapport à l'efficacité, et ne perçoivent pas les services Fintech comme étant profitables. Dès lors, **les entreprises ne sont pas incitées à s'équiper pour pouvoir utiliser ces services** : en 2016, seulement 12% des commerces sont équipés de points de vente adaptés aux paiements mobiles.

Parallèlement, **11% des Taïwanais seulement déclarent avoir confiance dans la sécurité des services Fintech** et notamment des paiements en ligne. Cette méfiance a été en partie le fruit des scandales en Chine autour des services de paiement en ligne et P2PL. L'adoption des services Fintech est donc conditionnée par l'évolution de la réglementation, qui serait perçue comme une garantie de leur sécurité.

Une telle garantie n'a cependant pas encore été accordée. **La rigidité de la réglementation en vigueur a freiné le développement de la Fintech à Taïwan**, au moment où celle-ci se développait ailleurs dans le monde (voir annexe 5). **Une ouverture récente et progressive des autorités taïwanaises peut néanmoins être notée**, qui s'est traduite par la création d'un bureau dédié de la FSC, d'une instance spécifique de dialogue et d'aide aux start-ups, et par un projet de loi en cours d'examen visant à faciliter l'expérimentation des services Fintech ; mais les résultats de ces efforts restent limités, notamment du fait d'**une certaine focalisation sur les questions de sécurité** entraînant une réticence à déréguler.

b. Le développement des PME taïwanaises de la Fintech est entravé par des barrières à l'entrée et une faible rentabilité

L'entrée sur le marché des Fintech nécessite des dépenses importantes de R&D, d'acquisition de licences et de marketing. Les start-ups taïwanaises ont cependant **des difficultés à lever des fonds** en raison d'un développement insuffisant du capital-risque et d'une réglementation décourageant la prise de participation.

⁵ Il n'existe pour l'instant apparemment pas de données sur les investissements taïwanais dans la Fintech.

⁶ D'après un rapport publié par EY en 2016, la moyenne est de 33% sur l'ensemble des marchés analysés. Taïwan se place derrière la Chine (69%), Hong Kong et la Corée du Sud (32%), mais devant Singapour (23%) et le Japon (14%).

Faute de capitaux nécessaires au développement d'une offre plus complexe, **elles sont contraintes de se limiter** à des services techniquement simples, à faible valeur-ajoutée, sur un marché peu réceptif, et principalement dans le secteur des paiements, où des concurrents appuyés par des grands groupes sont déjà présents. **Leur développement est donc fragilisé par une faible rentabilité.**

Pour palier cela, les autorités taïwanaises encouragent à la formation de partenariats entre les institutions financières traditionnelles et les start-ups Fintech. **Cette stratégie, reposant sur l'exclusivité des partenariats**, a été essentielle pour le développement des start-ups Fintech dans le monde, mais **pourrait ne pas être la plus adaptée au marché taïwanais**. Un partenariat exclusif avec l'une des multiples banques taïwanaises ne donnerait en effet accès qu'à une faible part de marché, ne remédiant ainsi pas au problème de rentabilité, tandis que les institutions financières sont réticentes à établir des partenariats non-exclusifs.

Enfin, le manque d'attractivité de Taïwan dans le secteur entraîne **une fuite des start-ups vers des marchés plus favorables**, d'autant que certains hubs régionaux cherchent à attirer les talents de la région⁷.

c. Les banques, seules capables de développer la Fintech à Taïwan, n'y sont pas adaptées

Le développement de la Fintech à Taïwan repose essentiellement sur les grands groupes financiers et technologiques. Ces grands groupes adossés à des banques (AllPay, PCHome, ezPay, Pay2go, etc.), voire les banques elles-mêmes (E.Sun, Chinatrust, Taixin Bank, etc.) sont en effet plus à même de faire face aux coûts induits et sont souvent déjà en conformité avec la réglementation.

Cependant, **les banques, elles-aussi, font preuve d'une notable aversion au risque.** D'une part, les liens forts entre certaines grandes banques publiques de l'île et les autorités taïwanaises les poussent à mettre l'accent sur la sécurité. D'autre part, la réglementation reste encore floue, ce qui dissuade les banques de s'engager dans des activités Fintech ou d'accepter des partenariats avec des start-ups.

D'autant que **si les banques disposent des infrastructures technologiques nécessaires, elles manquent encore de compétences techniques.** Cela limite l'intérêt des dirigeants pour les avantages potentiels des solutions Fintech. La plupart des banques ont suivi les instructions de la FSC, notamment dans le secteur des paiements en ligne, mais **leur manque d'expérience a rendu leurs actions contreproductives** : des services de portefeuilles virtuels développés sans considération pour les besoins des consommateurs se sont multipliés, et sans entraîner d'adoption à grande échelle, ont renforcé le manque de clarté de l'offre de services Fintech.

Une ouverture croissante de Taïwan à l'égard de la Fintech permet d'envisager un développement de la présence française, aujourd'hui limitée

a. Un changement d'attitude progressif des différents acteurs du marché laisse espérer un développement plus important du secteur de la Fintech à l'avenir

À tous les niveaux, de nouvelles initiatives laissent apparaître une plus grande proactivité. À l'initiative du **nouveau vice-président de la FSC, réputé favorable à la Fintech**, les start-ups taïwanaises ont été invitées à participer au dialogue sur le projet de « bac à sable ». Cette ouverture n'a cependant pas encore entraîné d'action concrète, d'autant que **ce « bac à sable » reste (selon elles) inadapté aux start-ups.**

Ces dialogues avec les start-ups ont été permis par **un début d'organisation des acteurs du secteur.** Deux associations se sont ainsi formées⁸, regroupant des acteurs taïwanais et étrangers de toute taille, privés comme publics, qui ont pour but d'organiser le dialogue avec les autorités et de sensibiliser les consommateurs. Cette apparition de lobbys est une opportunité pour les start-ups, mais leur efficacité est

⁷ Singapour organise par exemple le Startup Bootcamp, dont les vainqueurs se voient attribuer des fonds à condition d'y implanter leur activité et de faire du marché singapourien leur cœur de cible. En 2017, trois entreprises taïwanaises ont fini dans le top 10 du Singapore Startup Bootcamp : Fugle, Tixguru et CherryPay.

⁸ La Fintech Association à l'initiative de Ko-Yang Wang, et la Chinese Organisation for the Promotion of Fintech Businesses de Joanna Yang (中華金融科技商業促進會 ; l'association ne dispose pas encore d'une traduction anglaise officielle).

encore limitée car **la Fintech regroupe des secteurs très variés, il n'y a donc pas d'unité des problèmes rencontrés**. Par ailleurs, le dialogue avec les autorités reste encore irrégulier.

Au sein de ces organisations se retrouvent notamment **certaines banques de plus en plus actives dans le secteur**, telles qu'E.Sun dans la banque en ligne et Chinatrust dans le blockchain. Si ces efforts sont principalement à l'initiative de banques privées, la Banque Centrale encadre elle aussi un projet de recherche sur le blockchain, en coopération avec la Financial Information Service Company (FISC) et certaines universités⁹. **De telles initiatives pourraient clarifier les risques encourus et créer un effet d'entraînement au sein du secteur bancaire.**

Enfin, **des initiatives destinées à éduquer les consommateurs taiwanais ont été lancées** : campagnes marketing sur les réseaux sociaux, médiatisation accrue, mais surtout **campagnes incitatives adaptées à la forte sensibilité-prix des Taiwanais**¹⁰. Cette sensibilisation des consommateurs n'aura cependant que peu d'effet sur les autres secteurs de la Fintech tant que les transactions en liquide prédomineront.

b. Bien que Taïwan soit un marché difficile à pénétrer pour les entreprises françaises, quelques leviers existent pour développer cette présence

La présence de la Fintech française semble se limiter aujourd'hui à quatre entreprises dans le secteur de la sécurité des paiements en ligne (BaiAn, FIME, Inside Secure et Secure IC) ; à noter également un récent Start-up Challenge régional organisé par BNP Paribas Cardif. Cette présence peu développée résulte de la faible attractivité du marché taiwanais, mais aussi d'**une certaine réticence du secteur bancaire à accepter des clients ou partenaires étrangers méconnus**. Les entreprises étrangères font face à **des restrictions concernant les échanges de devises**, les contraignant à isoler leurs activités à Taïwan de celles sur les autres marchés.

Si le potentiel du secteur des paiements en ligne est limité, **le blockchain apparaît comme le secteur de la Fintech où Taïwan dispose des plus importants avantages comparatifs**, grâce au focus de la FSC sur la question de la sécurité, aux importants efforts de recherche et à l'expertise technique aussi bien en hardware qu'en software. L'île suivant avec attention les efforts de Singapour et Hong Kong pour le développement de la Fintech, l'analyse des évolutions des deux villes permet aussi d'imaginer un développement du **financement alternatif** et de l'**InsurTech**. **Taïwan pourrait donc devenir un marché attractif pour les entreprises françaises dans ces trois secteurs**, d'autant que la concurrence d'entreprises locales est encore faible. L'île ne peut cependant pas servir de plateforme de lancement pour les produits français vers la Chine, en raison des grandes différences de réglementation.

Par ailleurs, dans un contexte réglementaire taiwanais encore en construction, les intérêts des acteurs français pourraient bénéficier d'une **participation aux associations taiwanaises** susmentionnées, participation qui pourrait être facilitée par un regroupement des entreprises françaises concernées à Taïwan, le cas échéant dans le cadre de la French Tech Taiwan. A plus long terme, la France et Taïwan pourraient considérer la possibilité d'un **accord d'ouverture réciproque** des marchés de la Fintech, à l'instar de celui qui existe entre le Royaume-Uni et Singapour. Si cette solution est difficile à mettre en place dans l'état actuel des réglementations et des marchés de part et d'autre, elle mérite néanmoins d'être explorée étant donnée le besoin de la Fintech taiwanaise de trouver des débouchés à l'étranger.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

⁹ Notamment la National Taiwan University (NTU) et Chiao Tung University.

¹⁰ Chaque étudiant de la NTU se voit par exemple doté d'un portefeuille virtuel, adossé à une technologie blockchain, dont l'utilisation permet d'avoir des réductions sur des services tels que YouBike.

Annexes

Annexe 1 – Définition de la Fintech et vue d'ensemble du secteur

Le secteur de la Fintech, contraction de « finance » et « technologie », n'a pas de définition précise, notamment à cause de sa récente apparition et de son caractère fortement transsectoriel. Très largement, il peut être défini comme l'utilisation des nouvelles technologies afin d'améliorer les services financiers existants ou d'en développer de nouveaux.

La composante technologique de la Fintech repose sur les technologies de l'information et de la communication, mais aussi sur des technologies plus récentes telles que l'intelligence artificielle, le Big Data et les bases de données distribuées (ou *blockchain*). Celles-ci sont utilisées afin d'améliorer l'efficacité des services financiers traditionnels, diversifier les canaux de distribution, renforcer la sécurité, réduire les intermédiaires ou encore accroître l'inclusion financière. Les innovations fortement disruptives apportées par la Fintech visent des secteurs traditionnellement soumis à une forte régulation, et la Fintech requiert donc l'implication des autorités pour son développement.

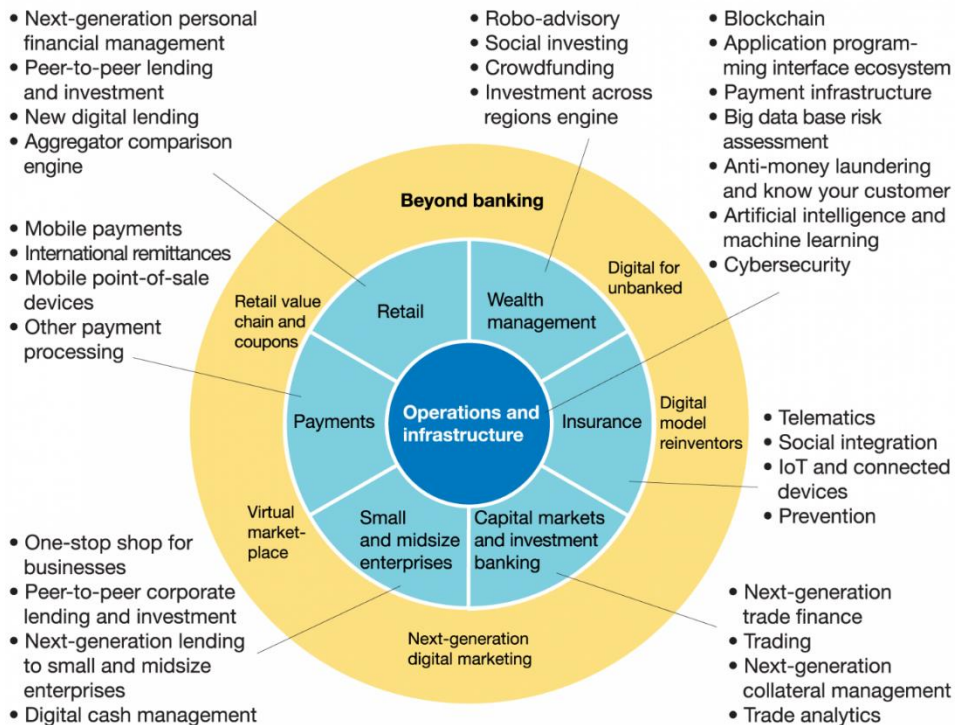
Divers secteurs ont émergé (voir annexes 2 et 3), dont les plus dynamiques sont l'e-commerce et la banque de détail en ligne. Viennent ensuite le paiement en ligne (*e-payments*), le financement participatif (*crowdfunding*), les prêts entre particuliers (*peer-to-peer lending*, P2PL), l'assurance en ligne (InsurTech), la gestion de patrimoine, les services de conseils automatisés (*robo-advisory*) et les infrastructures financières. Le développement des secteurs de la Fintech est traditionnellement tiré par les consommateurs.

L'activité dans ce secteur a connu une forte croissance, les investissements ayant été multipliés par cinq entre 2014 et 2016 pour un total de 75 milliards de dollars depuis 2010, et se concentre dans des hubs mondiaux tels que Londres, Singapour, New-York, la Silicon Valley, Hong Kong et Shanghai. La variété des secteurs se retrouve dans celle des acteurs de la Fintech : le secteur compte plus de 12 000 entreprises dans le monde en 2016¹¹, dont des start-ups innovantes (Acorns, Kickstarter) mais aussi des géants des technologies jusqu'alors sans expérience dans les activités financières (les GAFA, Alibaba, Tencent) et, inversement, des institutions financières traditionnelles, dont des banques (HSBC, BNP Paribas).

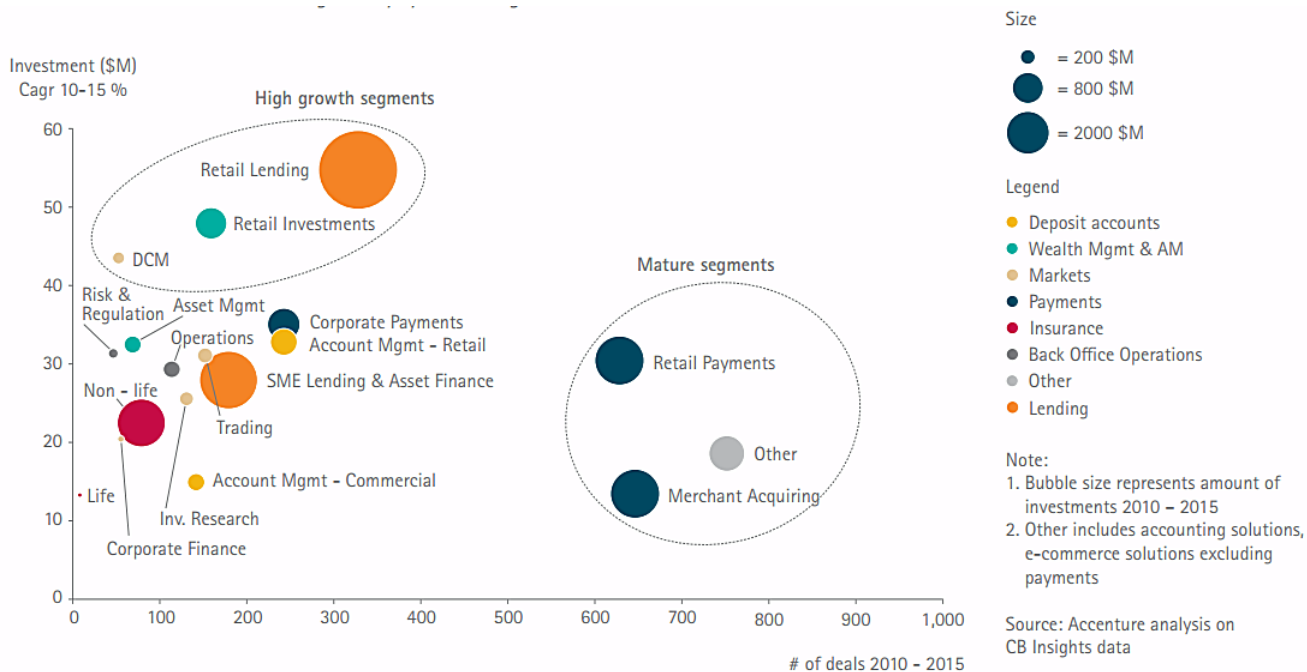
¹¹ Les chiffres varient fortement en fonction de la définition donnée à la Fintech. Ces chiffres proviennent d'un rapport de novembre publié par KPMG en novembre 2016, à la définition similaire à celle donnée plus haut, incluant donc l'InsurTech.

Annexe 2 – Panorama des secteurs de la Fintech (Mc Kinsey, 2016)

Key fintech trends



Annexe 3 – Matrice BCG des secteurs de la Fintech (Accenture, 2016)



Annexe 4 – Vue d’ensemble des principaux secteurs et entreprises Taïwan (Fintech Taiwan, mai 2017)

Banque en ligne	Les banques sont autorisées à proposer des services en ligne depuis 2000, mais les banques taïwanaises ont peu développé leur offre. E.Sun est la principale dans ce domaine : elle propose depuis récemment des services d’e-banking et un chatbox pour les évaluations de crédit. E.Sun a par ailleurs développé ses services de paiement en ligne grâce à un partenariat exclusif avec PayPal. La plupart des 38 banques taïwanaises disposent cependant d'un embryon d'offre de services en ligne.
Blockchain	Le blockchain fait l’objet d’importants efforts de recherche aussi bien de la part de banques (Chinatrust, qui a intégré le consortium R3 début 2017), des universités (Chiao Tung, National Taiwan University), que des institutions publiques (Banque Centrale, FISC). Si certaines entreprises exercent des activités en lien avec les devises virtuelles (MaiCoin, Wagecan, BitoEX), la technologie blockchain est principalement développée pour des activités non directement financières, comme la gestion de la chaîne d’approvisionnement (DTCO, GCoin développé par la NTU), et la propriété intellectuelle (BitMark.Inc). Principales entreprises : AMIS, BitMark.Inc, BitoEX, Chinatrust, DTCO, MaiCoin, Wagecan
Financement alternatif	Plusieurs plateformes de prêts entre particuliers existent, profitant du fait que ces activités sont soumises au Code Civil et ne font pour l’instant pas l’objet de la supervision de la FSC tant que les prêts sont directs entre individus. 13 plateformes de crowdfunding existent, et le crowdfunding par action a été autorisé en 2015. Principales entreprises : Backer-Founder, DIT Startup, Doupai, flyingV, Lend.com, Lend'n'Borrow, Peoplelend, WeReport, Willlending, WoW88, zeczec
InsurTech	La FSC a autorisé les services d’assurance en ligne en octobre 2015. À la fin de cette année, 21 entreprises exerçaient ces activités, pour un revenu total de 2,1 Md NTD (58,5 Md€). Principales entreprises : Cathay Holdings, China Life Insurance, TAIAN Insurance
Paielements en ligne	En 2015, la valeur des transactions en ligne était de 500 M NTD (14,13 M€) pour les transactions via points de vente mobiles, 86 M NTD (2,4 M€) pour les portefeuilles virtuels, et 3,5 M NTD (99 000€) pour les QR Code. 21 banques et 5 entreprises étaient titulaires d’une licence pour être une institution de paiement en avril 2016. Principales entreprises : AllPay, Any1pay, CherryPay, Dinngo, ezPay, Gash Point, Pay2go, PChome, TapPay, StarsTech
Robo-advisory	Une licence est nécessaire pour pouvoir fournir des services de conseils financiers. En revanche, il n’existe pas encore de régulation portant spécifiquement sur les activités de <i>robo-advisory</i>. Principales entreprises : Anyong, ATOZ Venture, bituzi, CCKM, Fugle, Tixguru, Trading-Valley
Sécurité	Principales entreprises : AirSig, TaxRefund,
Autres	Principales entreprises : Soundnet, TaxRefund, Thinktank

Annexe 5 – Evolution de la réglementation taïwanaise sur la Fintech

Le secteur de la banque de détail en ligne est pratiquement absent à Taïwan, alors qu'il s'agit du secteur le plus dynamique à l'échelle mondiale, en raison d'un système de licences très strict. Les activités de conseils financiers et, depuis 2015, des institutions de paiement sont eux aussi soumis à des licences. Les solutions de financement alternatif (P2PL et crowdfunding) profitent d'une plus grande marge de manœuvre car régies par le Code Civil tant que l'argent transite directement entre particuliers, mais nécessitent une licence dans le cas contraire. Enfin, la FSC a freiné le développement du blockchain à Taïwan, malgré ses potentiels apports en matière de sécurité, en s'opposant à la pénétration du Bitcoin en raison notamment de l'image dont il souffre et de raisons géopolitiques.

Les autorités taïwanaises affichent cependant une plus grande ouverture à l'égard de la Fintech depuis 2015. Cette même année, la FSC s'est dotée d'une Fintech Office en charge de ce secteur, et l'Institute for Information Industry (III) a créé Fintechbase, un projet mêlant fond de développement doté d'1 Md NTD (environ 38M USD)¹², accélérateur, centre de formation et instance de dialogue entre les autorités et les start-ups du secteur, qui comprend aujourd'hui plus de 20 start-ups.

Un effort d'organisation du développement et de promotion de la Fintech à Taïwan prend forme depuis 2016, la FSC ayant publié des objectifs dans un Livre Blanc en mai 2016, précisé par le Plan de Développement des Technologies Financières de novembre 2016. Les objectifs incluent le doublement du taux d'adoption des méthodes de paiement en ligne d'ici 2020, la promotion de la recherche sur le blockchain et l'inclusion du financement alternatif dans la sphère de compétence de la FSC.

Cet effort s'est concrétisé par la *Financial Technology Innovative Experiment Act* offrant la possibilité aux entreprises taïwanaises comme étrangères de tester leurs services dans un « bac à sable », un environnement limité dans l'espace et le temps où la régulation est partiellement relaxée. Le projet de loi a été approuvé par le Yuan exécutif en mai 2017 et devrait l'être par le législateur d'ici la fin de l'année. Cependant, ce projet pourrait ne pas suffire au secteur de la Fintech à acquérir l'espace légal nécessaire pour se développer, d'abord car les efforts d'adaptation de la réglementation restent limités par le manque d'expérience des autorités, et un manque de mesures concrètes venant appuyer les objectifs établis dans le Livre Blanc. Par ailleurs et d'une manière générale, la FSC perçoit la question de l'assouplissement de la réglementation principalement en termes de risques que cela poserait pour le secteur bancaire, dans le cadre de ses efforts pour assurer à Taïwan un traitement positif en matière de lutte contre le blanchiment d'argent par l'*Asia-Pacific Group on Money Laundering*. En conséquence, la FSC montre une certaine réticence à déréguler, ce qui se traduit dans son projet de « bac à sable », qui ne permet la relaxation temporaire que de huit lois et dont l'objectif n'est pas *in fine* d'adapter la législation, mais d'aider les entreprises à se conformer à la réglementation taïwanaise en place¹³.

¹² En comparaison, le fond pour le développement de la Fintech hongkongais s'élève à 230 M USD.

¹³ Ce qui prend le contrepied des logiques au cœur des « bacs à sable » développés par le Royaume-Uni, Singapour, la Malaisie, ou encore l'Australie.